

## **Les organisations creusoises de retraités CGT, FSU, UNRPA et FGR/FP soutiennent la journée nationale d'action interprofessionnelle du 10 septembre 2013**

Les organisations creusoises de retraités CGT, FSU, UNRPA et FGR/FP se sont réunies le jeudi 5 septembre 2013 pour analyser le projet gouvernemental de réforme des retraites.

Ce projet s'inscrit clairement dans la logique régressive construite par les réformes successives de 1993, 2003, 2007 et 2010 avec un allongement de la durée des cotisations à 43 ans, en 2035 pour les natifs de 1973 et après. Cet allongement recule de fait l'âge de départ à la retraite et signe inévitablement la baisse des pensions pour tous les futurs retraités.

Dans une situation où il y a près de 5 millions de chômeurs et chômeuses, où la moitié des salariés ne sont plus dans l'emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite, où les jeunes peinent à intégrer le monde du travail, les projets du gouvernement ne sont pas acceptables. L'allongement de la durée de cotisation, en reculant l'âge de départ en retraite, revient aussi à sacrifier l'emploi des jeunes et à faire supporter à l'assurance chômage des charges indues.

Pour les retraités, aucune mesure significative n'est envisagée pour augmenter le niveau des basses pensions et la revalorisation annuelle reportée au 1<sup>er</sup> octobre sauf pour ceux qui perçoivent le minimum vieillesse va s'ajouter aux mesures déjà prises :

- taxe de 0,30 % mise en place au 1<sup>er</sup> avril 2013 pour les retraités imposables assujettis à la CSG de 6,6%,
- blocage des seuils d'imposition,
- suppression de la demi part supplémentaire pour les veufs, les veuves et les personnes isolées.

La remise en cause de l'exonération fiscale des majorations de pensions des retraités ayant élevé trois enfants ou plus n'a, à l'évidence, aucun lien avec le financement des retraites mais sera lourde de conséquences. Ces propositions s'inscrivent dans une même volonté de continuer à baisser le niveau de l'ensemble des retraites déjà fortement entamé par la désindexation des pensions par rapport aux salaires.

La baisse des revenus des retraités, présentée comme un moyen de préserver les systèmes de retraites par répartition, suscite chez tous une vive appréhension quant à leur avenir avec une incertitude à pouvoir vivre dignement et à subvenir à leurs besoins. Cette crainte est d'autant plus vive que sur les autres dossiers qui les préoccupent, en particulier l'accès aux soins et la prise en charge de la perte d'autonomie, les retraités ne notent aucune avancée.

Les retraités, pas plus que les salariés, n'ont à payer pour une crise dont ils ne sont pas responsables. Pour financer une retraite satisfaisante pour toutes et tous, d'autres solutions existent :

- Revenir sur les 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, notamment en supprimant les exonérations de cotisations sociales qui n'ont pas montré d'efficacité en matière d'incitation à l'emploi,
- Récupérer les 80 milliards de fraude et d'évasion fiscales,
- Exiger le versement des dettes patronales à la Sécurité Sociale,
- Créer une contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises, au même taux que les cotisations assises sur le travail,
- Asséoir l'assiette des cotisations sociales sur l'ensemble des rémunérations (primes, intéressement, participation ...).

**Les organisations creusoises de retraités CGT, FSU, UNRPA et FGR/FP ont décidé d'adresser une lettre aux parlementaires creusois pour exprimer leurs positions.**

**Elles soutiennent la journée nationale d'action interprofessionnelle du mardi 10 septembre 2013. Pour imposer d'autres choix au gouvernement, elles appellent leurs adhérents à rejoindre les rassemblements et les manifestations prévues ce jour-là.**

**MANIFESTATION DEPARTEMENTALE À GUERET  
MARDI 10 SEPTEMBRE à 10h30 devant la Préfecture**